



**Arrêté temporaire n°275-T-VRD-2024  
Portant réglementation de la circulation**

**CHEMIN DU CANAL**

**Le Maire de la Commune de LA TRANCHE SUR MER,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Considérant La Demande De L'entreprise OUEST RESEAUX SERVICES Chargée Par VENDEE NUMERIQUE des travaux sur réseaux ou ouvrages de fibre optique rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 02/07/2024 au 12/07/2024 CHEMIN DU CANAL

**ARRÊTE**

**Article 1** – À compter du 02/07/2024 et jusqu'au 12/07/2024, la circulation est alternée par B15+C18 ou feux la journée CHEMIN DU CANAL.

**Article 2** – Dès l'achèvement du dispositif, le bénéficiaire est tenu d'enlever les matériaux excédentaires, de rétablir dans l'état initial la voie et ses dépendances, et de réparer tout dommage qui aura pu y être causé.

Les tranchées devront être reprises en bicouche comme à l'origine et l'accotement remis en état.

**Article 3** – La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, ouest réseaux services.

**Article 4** – Le Directeur Général des Services de la Mairie, Directeur des Services Techniques, Le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Vendée, La Police Municipale, Direction Générale et Assistante de Direction sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à La Tranche-sur-Mer, le 25/06/2024  
Le Maire de la Commune de LA TRANCHE SUR MER,  
Serge KUBRYK

DIFFUSION:

- ouest réseaux services
- Directeur des Services Techniques
- Le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Vendée
- La Police Municipale
- Caserne des Pompiers de la Tranche sur mer

*Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

*Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.*